

La guerre en Iran: un choc d'anticipations qui recompose la carte mondiale de l'énergie

Monde

Par Stéphane Auray

Publié le 1 avril 2026

professeur d'Economie à l'École Nationale de la Statistique et de l'Analyse de l'information et à Rennes School of Business

Choc des prix ou choc pétrolier ? Les responsables politiques hésitent à utiliser un terme anxiogène qui renvoie aux deux crises des années 1970. Nous vivons en tous cas déjà une "crise des anticipations" qui entraîne les prix à la hausse et qui aura de puissants effets sur nos économies à peine remises des précédents chocs de la guerre contre l'Ukraine et des guerres commerciales voulues par le Président américain.

L

la guerre en Iran n'est pas seulement un drame régional de plus. Elle agit comme un véritable « sismographe » de nos fragilités énergétiques, en

faisant grimper le prix du pétrole, du gaz, de l'électricité et même des engrais. Le baril de Brent évolue désormais autour de 100 à 110 dollars, soit près de 40 à 45% de plus qu'avant les premières frappes, et les prix de référence du gaz en Europe ont déjà augmenté d'environ 60 à 80% en quelques semaines. Dans un entretien récent avec *The Economist*, la présidente de la Banque centrale européenne, Christine Lagarde, a d'ailleurs prévenu que les perturbations énergétiques liées à la guerre au Moyen-Orient pourraient durer «des années», et non quelques mois, estimant que trop d'infrastructures ont déjà été endommagées pour espérer un retour rapide à la normale et jugeant que les marchés sont « peut-être trop optimistes » quant à la durée et à l'ampleur du choc. Ce choc arrive au pire moment : les économies n'ont pas encore digéré la guerre en Ukraine, ni la montée des tensions commerciales qui fragmentent la mondialisation.

Un choc d'anticipations avant d'être un choc de pénurie

Lorsque l'on parle de choc pétrolier, on imagine spontanément des puits à l'arrêt, des stations-service vides, des barils qui disparaissent. C'est parfois vrai, mais aujourd'hui l'essentiel se joue ailleurs : dans nos anticipations. La guerre en Iran ne signifie pas seulement que des barils manquent déjà, elle signifie surtout que le monde entier commence à douter de ce qui pourra être produit et transporté demain.

Les opérateurs, les entreprises, les États se demandent : pendant combien de temps le détroit d'Ormuz restera-t-il menacé ? Quelles infrastructures seront endommagées ? Quelles sanctions seront décidées, et pour combien d'années ? Ce sont ces questions qui font monter les prix. Même si les flux physiques ne s'interrompent pas totalement du jour au lendemain, la simple possibilité d'un blocage prolongé suffit à

renchérir le baril. On paie plus cher aujourd'hui, parce qu'on craint de ne pas être livré demain. Plusieurs scénarios publiés ces dernières semaines évoquent un maintien des prix dans une fourchette de 100 à 130 dollars le baril si le conflit reste contenu, mais n'excluent pas des épisodes autour de 150 dollars en cas de blocage durable d'Ormuz ou de destructions plus larges d'infrastructures.

Cette logique vaut aussi pour le gaz, l'électricité et les engrais. Quand une région aussi stratégique que le Golfe paraît durablement instable, on ne regarde plus seulement la météo du marché, mais le climat de long terme: les investisseurs hésitent, les grands projets sont retardés ou annulés, les États cherchent à se couvrir, parfois dans la précipitation.

Ormuz, point névralgique d'une économie mondialisée

Pour comprendre la violence de ce choc, il faut partir d'une carte. Le détroit d'Ormuz, c'est un goulet d'étranglement par lequel transitent chaque jour une part décisive du pétrole et du gaz du Moyen-Orient. Quand ce couloir maritime est menacé, ce n'est pas un problème local: c'est tout le réseau énergétique mondial qui se tend.

Les pétroliers doivent contourner la zone ou attendre des escortes militaires. Les primes d'assurance pour traverser la région explosent. Les délais de livraison s'allongent, les rotations de navires se désorganisent. Chaque baril déjà tiré d'affaire, déjà transporté et stocké quelque part dans le monde, prend de la valeur. Le prix du pétrole reflète alors autant le coût du risque et du transport que la situation dans les champs pétroliers.

Surtout, Ormuz ne concerne pas que le pétrole. Des navires de gaz naturel liquéfié y passent, ainsi que des produits raffinés, des composants pétrochimiques, de l'ammoniac utilisé pour

fabriquer des engrais. Quand ce corridor se grippe, c'est toute une chaîne industrielle qui est perturbée, du carburant pour les camions aux engrais pour les champs. Les prix de référence du gaz en Europe et en Asie se retendent, et plusieurs analyses évoquent des tensions beaucoup plus fortes si les interruptions de flux se prolongent au-delà du printemps. Certains observateurs estiment qu'en Asie et en Afrique, les pays les plus dépendants des importations du Golfe et les moins solvables pourraient connaître, dès le deuxième trimestre, des tensions sur l'approvisionnement en carburants ou des coupures d'électricité localisées, tandis que pour l'Europe le risque se concentrerait surtout sur l'hiver 2026-2027 si les stocks ne peuvent être reconstitués à temps.

Du baril au panier de courses: la chaîne des prix

Les ménages voient d'abord la crise iranienne à la pompe. Quelques semaines de tensions dans le Golfe suffisent à faire grimper le prix des carburants. Pour ceux qui n'ont pas d'alternative à la voiture, notamment en zones périurbaines ou rurales, c'est une baisse nette du pouvoir d'achat. Pour les entreprises de transport, les plateformes logistiques, les secteurs qui dépendent fortement du fuel, c'est un choc de coûts qui menace les marges.

Mais la chaîne ne s'arrête pas là. Le précédent de la guerre en Ukraine a montré que le gaz et l'électricité sont devenus des maillons tout aussi sensibles. La baisse des livraisons de gaz russe a enflammé les prix du gaz en Europe, puis les prix de gros de l'électricité, car ce sont souvent des centrales à gaz qui fixent le prix sur les marchés. Aujourd'hui, la guerre en Iran réactive ce scénario: si le gaz naturel liquéfié du Moyen-Orient arrive avec retard ou en moindre quantité, les prix repartent à la hausse, avec des factures imprévisibles pour les ménages et les industries électro-intensives.

Enfin, plus silencieusement, les engrais suivent. Ils dépendent du gaz et de l'énergie pour leur production. Quand ces coûts augmentent, les producteurs d'engrais répercutent une partie de la hausse sur les agriculteurs. Ceux-ci se heurtent alors à un dilemme: réduire les doses au risque de fragiliser les rendements, ou absorber le choc au prix d'une rentabilité dégradée. À moyen terme, cela peut peser sur les prix alimentaires. Autrement dit, la guerre en Iran, via l'énergie, finit par se lire sur l'étiquette des produits alimentaires dans les rayons.

Un monde déjà fragilisé par l'Ukraine et les guerres commerciales

Ce choc énergétique serait moins dangereux s'il frappait des économies sereines, intégrées, confiantes. Ce n'est pas le cas. La guerre en Ukraine a déjà forcé l'Europe à réinventer son approvisionnement énergétique dans l'urgence: se détourner du gaz russe, multiplier les contrats de gaz liquéfié, improviser des plans d'économies, mettre en place des boucliers tarifaires. La facture a été lourde: explosion des prix de l'énergie, tensions sur le pouvoir d'achat, fragilisation de secteurs entiers comme la chimie ou la métallurgie.

Parallèlement, les grandes puissances se livrent à des bras de fer commerciaux à répétition. Les droits de douane augmentent, les restrictions sur certaines technologies se multiplient, les subventions ciblées créent de nouvelles distorsions. La mondialisation telle que nous la connaissons – fluide, prévisible, relativement ouverte – laisse place à une économie de blocs, où la confiance est remplacée par la méfiance et l'obsession de souveraineté.

Dans ce contexte, la guerre en Iran agit comme un «choc de plus», mais un choc de trop. Car il ne s'agit pas seulement d'un

événement isolé: il s'additionne à la hausse du coût du crédit, à la transition écologique à financer, aux dettes publiques déjà gonflées par les crises successives. Les chocs ne se succèdent plus, ils se superposent.

Les pouvoirs publics face au dilemme

Que faire face à un tel choc? La réponse n'est ni évidente, ni indolore. Les gouvernements sont pris entre deux impératifs.

D'un côté, il faut protéger. Protéger les ménages les plus fragiles, qui ne peuvent pas absorber sans aide une flambée durable des factures d'énergie. Protéger les entreprises qui risquent de fermer non pas parce que leur modèle économique est mauvais, mais parce qu'elles se retrouvent en première ligne d'un choc géopolitique lointain. Cela passe par des aides ciblées, par des dispositifs temporaires de plafonnement de tarifs, par des filets de sécurité.

De l'autre, il ne faut pas anesthésier complètement le signal-prix. Si l'énergie reste artificiellement bon marché pour tout le monde, tout le temps, il devient plus difficile de convaincre d'investir dans des économies d'énergie, dans la rénovation des bâtiments, dans les transports collectifs, dans les énergies renouvelables. Il faut donc accepter qu'une partie du choc soit visible, pour inciter à transformer en profondeur nos modes de production et de consommation, tout en évitant que ce choc ne devienne socialement explosif.

Les banques centrales, elles aussi, sont face à un choix impossible: lutter contre une inflation nourrie par la hausse de l'énergie, au risque de casser davantage la croissance, ou soutenir l'activité au risque de laisser l'inflation durer. Là encore, la guerre en Iran ne crée pas le dilemme, mais le rend plus aigu, comme le rappelle Christine Lagarde lorsqu'elle insiste sur le caractère «matériel» de l'impact du conflit iranien sur l'inflation.

Résister à la tentation du repli

Face à la peur, le réflexe est souvent le même: se refermer. Fermer un peu plus ses frontières commerciales, surtaxer certaines importations, réserver les aides aux entreprises «nationales», hisser des barrières visibles ou invisibles. Ce réflexe est compréhensible, mais il serait dangereux.

D'abord, parce que la crise actuelle montre précisément que nous dépendons de points de passage et de ressources qui ne se trouvent pas sur notre territoire. Aucun mur douanier ne fera surgir du pétrole ou du gaz là où il n'y en a pas. Ensuite, parce que la transition énergétique elle-même a besoin d'échanges: importations de technologies, de métaux, de composants, circulation de capitaux. Si chaque bloc s'enferme derrière ses frontières économiques, le coût de cette transition explosera, et la lenteur s'installera.

Cela ne signifie pas qu'il faille rester naïf. Parler de résilience, ce n'est pas prôner le laisser-faire. C'est reconnaître que notre vulnérabilité tient à la fois à notre dépendance aux combustibles fossiles et à la concentration géographique de certains flux. Réduire cette vulnérabilité suppose de diversifier nos fournisseurs, de renforcer nos infrastructures de transport et de stockage, de développer des capacités locales de production d'énergie décarbonée, et d'organiser mieux la solidarité entre pays en cas de choc.

Pour une politique de résilience plutôt qu'une politique de peur

La guerre en Iran nous met au pied du mur. Elle révèle la part d'illusion qu'il y avait à croire que la question énergétique était

derrière nous, que tout serait réglé par la simple montée des énergies renouvelables et par quelques dispositifs d'aide. Elle montre que, tant que nos économies resteront fortement dépendantes du pétrole et du gaz importés, chaque crise au Moyen-Orient ou ailleurs sera une menace directe pour notre pouvoir d'achat, notre industrie et notre cohésion sociale.

La réponse ne peut pas être uniquement défensive, crise après crise. Elle doit devenir stratégique. Investir massivement dans l'efficacité énergétique et dans des infrastructures robustes n'a rien de spectaculaire, mais c'est ce qui réduira la portée des prochains chocs. Diversifier nos approvisionnements ne se décrète pas en conférence de presse: cela demande du temps, de la diplomatie, des partenariats. Et accepter que la transition écologique soit, aussi, une politique de sécurité.

La guerre en Iran nous rappelle finalement une vérité simple: dans un monde fragmenté, dépendre à ce point de quelques routes maritimes et de quelques régions instables pour notre énergie est une vulnérabilité majeure. La réduire est une condition de notre souveraineté réelle, au-delà des slogans.